

Pour compenser la saisie du précédent

N° 471 - 3 octobre 1957

« PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS »

HEBDOMADAIRE

ce n° spécial 50 frs sur huit pages

LA VERITE

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)

SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

REDACTION ADMINISTRATION: 5, Rue de Charonne, PARIS (XIe). Tél.: RO. 69-52

ABONNEMENTS: 1 an: 1.200 F; 6 mois: 600 F; 3 mois: 350 F. Etranger: 1 an: 1.500 F. C.C.P. Société de Presse, Edition et Librairie 6032-01 Paris

Un gouvernement au service du peuple

Il ne peut être qu'un gouvernement sans ministres bourgeois; qu'un gouvernement émanant des masses populaires en lutte, et fonctionnant sous leur contrôle. Un tel gouvernement ne peut sortir d'aucune combine parlementaire. Seuls les travailleurs peuvent l'imposer par les manifestations de masse, par la grève générale; comme ils imposeront au patronat les 10.000 francs d'augmentation mensuelle égale pour tous, premier acompte sur une véritable revalorisation de leur niveau de vie.

Crise: Pas d'issue en régime bourgeois

AYANT ainsi établi dans le précédent numéro de « La Vérité », le bilan de l'imposée de la loi-cadre, nous posons la question: Alors? Alors, le Parlement bourgeois, déjà privé plus encore, que nous ne pouvions le prévoir, avec son impuissance. Bourgeois est renversé. La loi-cadre est rejetée. Et après? « L'avenir nous prend à la gorge », déclare, stupéfait, « L'Aurore », suivie par la quasi-totalité de la presse bourgeoise d'aujourd'hui, mardi 1er octobre.

concessions de forme aux Algériens, permettrait au Gouvernement tunisien du moins le droit, de reculer l'échéance d'un certain nombre de problèmes (tels celui de la terre, des positions économiques impérialistes) dont la solution, seule, donnerait son véritable contenu à l'indépendance nationale.

UN PROCES DE MILITANTS DU M.N.A. et de L'U.S.T.A.

« Je lutte pour libérer le Peuple algérien du colonialisme ». « Le Peuple algérien n'est pas l'ennemi du Peuple français ». BABA ABDELAZIZ, (à l'audience du 27-9) Mieux que de longs commentaires, quelques extraits des déclarations des cinq militants et sympathisants M.N.A. et des deux syndicalistes U.S.T.A., qui viennent de comparaître devant le 17^e Chambre correctionnelle, caractérisent la dignité et le sens de l'honneur d'hommes qui, par leur courage et leur fermeté politique, dominent de haut les débats.

L'avenir de l'impérialisme français est d'ores et déjà scellé. Le Peuple algérien conquerra son droit à disposer librement de lui-même. C'est une certitude. Et cette conquête marquera le glas de l'impérialisme français. Le problème n'est plus que de savoir quel sera le contenu politique et social du droit du Peuple algérien à disposer de lui-même.

Dans le cadre de la stratégie parlementaire, M. Mitterrand est certainement l'homme politique français le mieux placé. Il dénonce les fauxsemblants de la loi-cadre et vote la confiance au Gouvernement sur cette loi-cadre. En un mot, M. Mitterrand, en résumé dans son discours et ses votes l'impose, les contradictions de la bourgeoisie, serait véritablement l'homme de la situation, d'une situation où toute la question se résume à durer en attendant le miracle.

HADDOU. — « Je ne nie pas mon appartenance au M.N.A. Je dois m'expliquer sur la politique de ce mouvement, qui est occulté à l'activité clandestine pour faire entendre la voix de notre Peuple martyr ». BABA. — « C'est un nationalisme libérateur que celui du M.N.A., épris

L'Assemblée Nationale est partagée en deux camps, à l'image du déchirement de la bourgeoisie: les objectifs des uns et des autres, répétons-le, sur le plan de la défense des intérêts de l'impérialisme, se justifient et s'annulent. Une solution politique ouvre la voie à l'indépendance. C'est un fait. La solution militaire est impossible. C'en est une autre. Le Peuple algérien ne mettra pas les armes, l'arrêt, en dehors du temps et de l'espace, est aussi bien le statu quo, qu'un exécutif qui ne serait pas celui d'un Etat indépendant jouissant de droits et prérogatives de la pleine et entière souveraineté.

Une chute sans gloire

Le Gouvernement Bourgeois-Maunoury est tombé, emporté dans les débris de sa loi-cadre. Par 279 voix contre 253, l'Assemblée a voté le projet qui lui était soumis, condamnant Bourgeois-Maunoury à porter sa démission au Président de la République. BEAUCOUP DE MAL POUR BIEN Si la situation parlementaire du Gouvernement à la veille du départ, n'était pas désespérée. Voteraient certes lui, très certainement, les communistes et les socialistes, pour une bonne partie des radicaux et en bloc, socialistes et M.R.P. Les modérés, les indépendants, les républicains sociaux, dont on connaît l'hostilité au premier projet de loi-cadre, tenaient leurs mains la loi du Gouvernement. On lui fut pour les pousser. Après la première offensive, menée de front par Marais et Soustelle, Bourgeois eut cette incroyable confiance de la Table Ronde et se proposa autour d'elle de résoudre la quadrature du cercle. C'est en vain que l'on tenta de lui signifier pas grand-chose, ne serait-ce que parce qu'elle était impossible et que personne ne songerait d'ailleurs à chercher à l'appliquer, c'était néanmoins à son aubri que s'affrontaient des politiques différentes sur la question algérienne. Certains, avec l'aveugement d'un état algérien, y voyaient la possibilité de se préparer à de véritables négociations. D'autres s'opposaient farouchement à tout exécutif, carma d'une inévitable récession. On fit tout pour passer ces derniers. Les socialistes qui, pourtant, le déclaraient, que le projet initial de loi-cadre était un minimum en ce qui concernait le maintien de l'ordre, capitulèrent allégrement. Tant et si bien que lorsqu'on parvint à un accord des cent cinquante, il ne restait plus grand-chose de la loi-cadre, même pas les intentions supposées de ses promoteurs, mais seulement un charbonnager mouillé. Rien n'y fit pourtant. L'opposition n'était pas socialiste. Il est maintenant bien clair que ce n'est pas au langage de loi-cadre que l'on en voulait, mais au Gouvernement. Ainsi s'explique l'initiative de Soustelle qui, poussé jusqu'au bout sans ménagements, rassembla contre le Gouvernement, en dépit des efforts de Ducheix et de Chaban-Delmas, la grande majorité des députés modérés indépendants et républicains sociaux. Il est assez remarquable que cette offensive en règle de ce que l'Assemblée compte de plus classiquement réactionnaire n'ait pas permis, cette fois, une « Union Sacrée » de tous les bons républicains autour d'un gouvernement de « gauche ». Ceux qui, comme Antoniaz, Mendès-France et plusieurs députés radicaux maintiennent ce qui est en fait, une politique de négociation en avant, ne se sont pas solidarisés avec le Gouvernement. Ils ont voté contre la loi-cadre, dont ils ont dénoncé l'inutilité. Non moins remarquable, le fait que

- N° 350 du 5 mars 1955. N° 367 du 5 août 1955. N° 369 du 19 août 1955. N° 401 du 6 avril 1956. N° 403 du 13 avril 1956. N° 405 du 20 avril 1956. N° 406 du 21 avril 1956. N° 411 du 25 mai 1956. N° 412 du 1er juin 1956. N° 418 du 13 juillet 1956. N° 421 du 7 septembre 1956. N° 428 du 26 octobre 1956. N° 442 du 25 janvier 1957. N° 443 du 26 janvier 1957. N° 445 du 8 février 1957. N° 451 du 22 mars 1957. N° 470 du 27 septembre 1957.

ATTENTATS CONTRE DES SYNDICALISTES

RESOLUTION DU BUREAU POLITIQUE DU P.C.I. (trotskyiste) vian rent pour en venir à ses fins: creuser un fossé entre les travailleurs français et les travailleurs algériens pour le plus grand profit du colonialisme; — constate qu'après l'appel lancé par Messali Hadj, les attentats ont cessé pendant une dizaine de jours, preuve manifeste de l'approbation extrêmement large qu'a reçu cet appel par les Algériens de toute tendance politique; — se refuse à céder devant une certaine forme de paternalisme à rebours qui voudrait que les militants ouvriers français gardent le silence devant de tels crimes. Le P.C.I. (trotskyiste), dont quatre militants viennent d'être récemment condamnés pour toute la campagne des trotskystes contre la guerre d'Algérie, fort de son combat inlassable et intrinsèque contre le colonialisme français, n'acceptera jamais de couvrir par son silence des actes contre-révolutionnaires dont l'impérialisme est le principal bénéficiaire; — décide d'entreprendre une vaste campagne publique pour alerter tous les travailleurs, sur la base de faits et de documents, quant à ces crimes et à leur signification politique.

CHACQUE JEUDI ACHETEZ « LA VERITE » TOUJOURS DANS LE MEME KIOSQUE; OU MIEUX: ABONNEZ-VOUS

UNE ENQUETE DE LOUIS HOUEVILLE (X)

La politique d'austérité du logement

A politique dite d'austérité appliquée par M. Gaillard nous contraint à modifier quelque peu l'ordre chronologique de cette enquête. Car si les effets immédiats en sont visibles (tarif du gaz, prix des denrées alimentaires, etc.), il n'est besoin que de peu de commentaires, les conséquences à court terme et à long terme méritent d'être analysées et commentées.

Par cette politique, le logement, souci important des

discours dominicains et des campagnes électorales, se trouve être, une fois encore, sacrifié. Sacrifié à la guerre, au pétrole, aux tracts. La crise du logement qui, en raison de l'accroissement démographique s'aggrave continuellement, va se trouver aggravée par les nouvelles mesures financières. Mal-logés et sans-logis, sont encore une fois victimes et ceux qui, au prix de lourds sacrifices, ont accédé à la propriété, supporteront des charges accrues.

deux ans, la hausse sur les matériaux de construction a donc atteint 20 %.

En même temps que les prix plafonnés des LOGECO étaient augmentés de 6 à 9 % (selon les départements), le Crédit Foncier réduisait le montant des prêts. Jusqu'en 10 en 1957, les logements de type LOGECO étaient financés à environ 80 % de leur coût, dans la limite des prix plafonnés. Désormais, ils le seront en valeur absolue et forfaitaire. Le prêt sera de 2.100.000 à 1.470.000 pour le F2, de 1.450.000 à 1.760.000 pour le F3, de 1.690.000 à 2.060.000 pour le F4, etc...

Pratiquement, compte tenu et du relèvement des prix et de l'abaissement du montant des prêts, l'apport devient bien plus de 20 % du coût de la construction. C'est ainsi qu'un F4 pouvait être accordé dans la banlieue Sud pour 1.020.000 en 1957; en septembre, 1.410.000 sont nécessaires, soit 390.000 de plus!

La réduction des prêts aura une conséquence à diminuer la surface des appartements. Un F3, par exemple, pouvait avoir une surface habitable variant entre 45 m² et 57 m²; le prix étant proportionnel au coût, il se rapprochait généralement de la



norme maximum. Désormais, quel que soit le type de logement, l'appartement est de 45 ou 57 m², le prix est pratiquement le même.

Enfin, ce qui concerne la reconstruction, une circulaire du 8 août précise qu'« aucun chantier nouveau ne devra être lancé ».

...ET SES CONSÉQUENCES

Il est trop tôt pour faire des prévisions précises de ces mesures. Mais le ralentissement de la construction observé depuis janvier 1957 ne pourra que s'accroître.

Dans la Seine, 26.000 logements ont été lancés durant le premier semestre contre 28.000 durant le premier semestre 56.

Si 20.156 logements primés à 600 avaient été lancés de mai à août 1956, il n'y en a eu que 16.427 pour la même période de 1957.

Dans le domaine H.L.M., l'insécurité est grande. Si nous en croyons « Les Echos », 4.000 logements H.L.M. auraient été lancés durant les huit premiers mois de 1957, contre 15.000 en 1956. La hausse des prix des matériaux aura une répercussion directe sur les H.L.M.; les crédits n'étant pas augmentés, le nombre des réalisations diminuera.

Si l'on ajoute à cela, d'autres facteurs plus importants tels que la crise de la main-d'œuvre (les ouvriers étrangers et frontaliers du bâtiment voient les sommes expédiées en Belgique ou en Italie imputées de 20 %), l'on aura une idée de l'aggravation du problème du logement.

Ces mesures même si elles ne concernent en apparence qu'une fraction de la population, ont des conséquences pour tous les candidats à un meilleur logement ou à un logement tout court. Tous les aspects du problème du logement sont liés. C'est à une action d'ensemble qu'il faut participer. Ou sinon, ceux que les sociologues et les économistes appellent les « faibles » seront éliminés, dans la société actuelle, de l'exercice de ce droit essentiel: le droit au logement.

Louis HOUEVILLE.

Le Congrès du Labour Party

Le Congrès annuel du Labour Party anglais, qui aura lieu, la semaine prochaine, sera dominé par le thème de la réaustérité de la banque d'Angleterre, porté à 7 %. Cette mesure a pour objectif officiel de « raffermir le franc », mais bien des économistes estiment anachronique l'usage d'une telle arme contre l'inflation, et ont les doutes les plus graves sur son efficacité. Les militants ouvriers, eux, n'ont aucun doute. Ils savent qu'il s'agit d'une nouvelle étape dans l'offensive de la classe dirigeante. Ils y voient la suite logique de projets récents sur une « éprouve de force » avec les syndicats. Ils y voient une étape vers la création de cette réserve de chômage, que les journaux les plus réactionnaires exultent de plus en plus ouvertement. Par-dessus tout, ils y voient un réajustement à se préparer pour de grandes batailles.

Les patrons ont déjà fait leurs préparatifs. Les escarmouches actuelles donnent une indication très claire sur l'état d'esprit qui règne des deux côtés. Les moteurs Morris ont été intranquilles avec leurs ouvriers, et menacés de fermer si la campagne pour augmenter le salaire n'est pas poursuivie à 100 %. Les chantiers de construction navale de la Clyde à fait le même menacé d'être fermés si les ouvriers de certains de leurs membres impliqués dans une grève pour un traitement aux usines aéronautiques de Hawilland ne décident d'inscrire sur la liste noire et de boycotter toutes les filiales de cette firme. Cela aura pour conséquence de clourer au sol plusieurs usines bien connus d'Anglais. Les docks de Manchester sont immobilisés à la suite d'un refus de faire des heures supplémentaires. Il y a eu des cas flagrant de rétrogradation sur les docks de Londres, où deux dockers ont été arrêtés sur une accusation de vol montée par un capitaine libéral après que leurs camarades d'équipe eurent débrayé et tenté d'appeler des milliers de dockers à leur suite. Les roulements de tonnerre qui précèdent la mise en œuvre de la nécessité de restaurer la « discipline » dans l'industrie, et de la possibilité de conflits de classe continue on n'en a pas vu depuis une génération.

Si les patrons et les militants ouvriers de base sont prêts à la lutte, il n'est pas difficile de dire que les dirigeants du Labour Party, qu'ils soient de droite ou de gauche, il n'y a qu'à lire le numéro de cette semaine de l'hebdomadaire « Tribune » pour voir avant quelle frivole les dirigeants bevanites parlent de la menace que font peser les conservateurs sur les salaires et les emplois.

Michael Foot, le directeur de « Tribune », compare le chef de file de l'opposition (le ministre des Finances) Peter Thorneycroft à un « traître » qui « a abandonné les principes socialistes ».

Foot appelle le Congrès du Labour Party à faire preuve de fermeté, mais il ne fait aucune mention de la nécessité de donner à la base les armes dont elle aura besoin dans les prochains mois. Le fait est que la crise a pris les leaders du Labour complètement au dépourvu. Elle se normalise des ans avant la date normale des élections générales, et les porte-paroles de la droite et de la gauche trouvent difficile de réajuster leurs pensées à l'éventualité d'un mouvement qui pourrait entraîner un gouvernement conservateur. Si Gaitskell, ni Bevan ne sont prêts pour le pouvoir, que ce soit psychologiquement, politiquement ou organisationnellement. Le mérite en viendra aux délégués ordinaires au congrès, s'ils parviennent à forcer leurs dirigeants à diriger, en dépit de l'échec des bevanites, à fournir jusqu'à présent, une direction positive.

Beaucoup de choses indiquent, cependant, que le congrès décisif de l'histoire du Labour Party n'est pas celui de 1958, mais celui de 1968, alors qu'une année de luttes aura permis de vaincre les couches de travailleurs à l'acte positif.

Peter FRYER

activité militante et agitée leurs critiques à l'égard des dirigeants. En attendant, l'un des événements les plus instructifs est la conférence des journaux socialistes. Ceux d'entre eux qui croyaient habile de mettre une sourdine sur la situation des journaux socialistes élections, dans l'espoir de se glisser au pouvoir, ont été déconçus par les événements. Si les conservateurs n'insistent pas à relever le taux d'assemblage de la Banque d'Angleterre, avec tout ce que cela implique, il n'est pas réaliste de croire que des plans pour de nouvelles automatisations quand le Labour retournera au pouvoir. Les élections à venir, les élections de mai, sont-elles, comme l'écrit « Tribune », « une série de déceptions »? C'est ce qu'il faut au Labour Party, dans cette nouvelle situation, que les conservateurs commencent à jouer à ce congrès de 1957, et c'est la présence d'un groupe de délégués qui sont des marxistes convaincus. Certains d'entre eux étaient encore récemment membres de l'« Parti Communiste ». Ce qui est digne d'attention, il y a quelques années, s'inscrivent dans le cours normal des événements en 1957. Après tout, c'est le Labour Party, le Labour Party, ces marxistes ont gagné la confiance de leurs camarades, ont été choisis pour les représenter, ont honoré et un privilège qui ne sont généralement gagnés que par un clair leader et un parti organisé. Leur présence à la conférence renforcera considérablement la lutte contre les dirigeants réformistes et contre la politique réformiste.

Un des dirigeants bevanites, Mrs. Barbara Castle, membre du parlement, a fait connaître sa position à ce document, bien que plusieurs de ses camarades d'ère semblent encore flirter avec l'idée d'« abandonner le poste de classe moyenne ». En tout état de cause, leur présence au Labour Party ne durera probablement pas plus d'un an. Un nouveau facteur, d'une importance capitale, commence à jouer à ce congrès de 1957, et c'est la présence d'un groupe de délégués qui sont des marxistes convaincus. Certains d'entre eux étaient encore récemment membres de l'« Parti Communiste ». Ce qui est digne d'attention, il y a quelques années, s'inscrivent dans le cours normal des événements en 1957. Après tout, c'est le Labour Party, le Labour Party, ces marxistes ont gagné la confiance de leurs camarades, ont été choisis pour les représenter, ont honoré et un privilège qui ne sont généralement gagnés que par un clair leader et un parti organisé. Leur présence à la conférence renforcera considérablement la lutte contre les dirigeants réformistes et contre la politique réformiste.

(Publié avec l'autorisation de « The Militant »)

P. BRABANT.

Rejoignez le P. C. I.

NOIR SUR BLANC

TABLEAU... D'HONNEUR

L'HUMANITE du 19 septembre, annonçant l'arrestation de l'étudiant communiste Louis Guilleminet, qui a refusé de « servir sous les ordres de Speidel », rappelle la lettre du 31 juillet dans laquelle le jeune homme, fils de Jusé, informait le Président de la République de sa décision: « Je regrette que la situation dénoncée dans laquelle la présence en France de Speidel place l'armée française, n'empêche ACTUELLEMENT de faire mon devoir de citoyen français. » (Les majuscules sont de l'HUMANITE) Car pour ceux qui ont inspiré la décision de Guilleminet et le laissent pourrir en prison, puis qu'ils aient bien son arrestation leur permet des titres ronflants et des éloges gratuits de « patriotisme », c'est le commandement de Speidel qui désho-

re ACTUELLEMENT l'armée française. Celui de Massu l'honneur évidemment, aux yeux de l'HUMANITE. Soucieux, comme il l'écrira, de « l'honneur national », Louis Guilleminet n'a pas le choix. Sous le commandement de Juin, prédécesseur de Speidel, il n'aurait pas eu à « regretter » de ne pas faire son devoir de Français dans les Aurès ou ailleurs...

EXPRESSIONS

L'EXPRESSION du 27 septembre publie, en ce présentant comme une découverte qu'il vient de faire, des extraits du fameux article de l'Intellectuel communiste polonais Leszek Kolakowski, « Qu'est-ce que le socialisme ». Cet article a une histoire. Écrit au début de l'année pour « Do Prostu », il fut interdit par la censure de Gomulka. Les

étudiants le recopièrent, et l'attachèrent sur les murs de l'Université de Varsovie. Un journaliste américain le copia, et il fut publié dans la première édition de l'« hebdomadaire socialiste » américain « New Leader » aux Etats-Unis.

Le texte en fut ensuite publié (pour la première fois en français) par « La Vérité » dans son n° 450, au mois d'avril dernier.

Il n'y a ni que six mois de plus pour parvenir au « grand hebdomadaire » par express.

Quand Gomulka parle à Zeran

L'AGENCE polonaise P.A.P. a attendu trois jours pour publier le discours de Gomulka devant les travailleurs de Zeran et les réponses aux questions qui lui ont été posées dans le « Bulletin » de Varsovie. Le jargon ouvrier des journées d'octobre. Encore n'a-t-elle publié, ni toutes les questions, ni toutes les réponses. Les travailleurs de Zeran sont restés fidèles à octobre. Aux critiques contre l'U.R.S.S. et son intervention dans la vie de la Pologne, Gomulka n'a pu que répondre que la Pologne s'est allée à l'U.R.S.S. parce que « le pays le plus faible recherche l'appui du plus fort ». Accusé de « servir la vis », il a démenti, évitant pourtant qu'il voulait faire taire « les forces pseudo-progressives ». Ses menaces contre Pa Prostu, accusé de « nuire au socialisme » et sommé de s'incliner

ou de disparaître, montrent bien qu'il vise avant tout la Gauche Révolutionnaire, dont la critique menace l'appareil et la toute-puissance de la bureaucratie du Kremlin. Quant à la question au sujet de Milovan Djilas, Gomulka s'est contenté de qualifier sa thèse d'« antisocialiste » et lui-même de « malhonnête ». Mais si, aujourd'hui, ces travailleurs de Zeran s'intéressent à Djilas, ce n'est pas à cause des thèses procapitalistes de l'ancien dirigeant yougoslave, mais à cause, précisément, de l'étaffement de la démocratie dont les attaques contre le « révisionnisme » ont été le prétexte des dénonciations en Pologne. En Pologne et dans les pays d'Europe Orientale de confuses tendances réactionnaires. Ainsi que l'écrivit Kolakowski: « Le seul moyen de lutter contre ces tendances conserva-

trices irrationnelles est de donner à la population un but politique à travers une libre discussion socialiste. Si la critique est étouffée, de véritables forces pourront se constituer, dont la cristallisation suscitera à son tour une répression policière de plus en plus vigoureuse ». En cherchant à étouffer la critique socialiste, Gomulka agit dans un sens contre-révolutionnaire, favorisant à la fois l'appareil et les éléments réactionnaires qu'il prétend vouloir combattre. Les questions des ouvriers de Zeran montrent, en tout cas, que les travailleurs de l'avant-garde ouvrière ne sont pas dupes, et ils sont, comme en octobre, avec Pa Prostu, avec les communistes révolutionnaires, contre la bureaucratie, pour la véritable critique socialiste.

opinion dominait tous les cercles politiques, socialistes-révolutionnaires et autres, mais elle prévalait également ou bien du parti de LÉNINE. Pourquoi? Que s'est-il passé? Lénine était-il aussi social et divergent que certains le prétendent? Lénine était-il aussi libre et d'autres valaient bien le dire? Analyser la révolution de Février, Léon Trotsky écrit: « Pourtant, en réalité, la révolution de Février avait éliminé un gouvernement bourgeois, dans lequel le pouvoir des classes possédantes était limité par des soviets d'ouvriers et de paysans non réalisés jusqu'au bout. Toutes les cartes se trouvaient combinées. Au lieu d'une dictature révolutionnaire, c'est-à-dire de l'autorité politique établie le régime féodal d'une dictature de bourgeois, ou la débauche d'énergie des cercles gouvernementaux se déplaça infructueusement à l'intérieur des contradictions intérieures. Personne n'avait prévu ce régime. Au surplus, il ne pouvait pas être évité. On pourrait en dire plus, mais il n'est pas nécessaire de le faire. Lénine, puis pas dans les livres. Il n'y a point de livres pour cela. C'est seulement de l'expérience des masses qui pu nous rendre compte de ce qui s'est passé. »

Ouvrages de Léon Trotsky

actuellement disponibles à la S.P.E.L.



Histoire de la révolution russe

Tome I : 750 frs
Tome II : 1.050 frs
Ma vie : 1.150 frs

La révolution permanente

2 brochures, chacune 200 frs

Ecrits, T. I : 1.000 frs

La question ukrainienne

1 brochure : 30 frs

Bolchevisme et Staliniisme

1 brochure : 30 frs

Le programme de transition de la IV^e Internationale

1 brochure : 60 frs

Léon Sédove

1 brochure : 60 frs

D'une égratignure au danger de gauchisme

(Extrait de « Défense du Marxisme »)

1 brochure : 60 frs

Ouvrages disponibles en langue anglaise

(Prix sur demande)

La révolution traïhe

Les cinq premières années de l'Internationale Communiste (2 vol.)

Littérature et Révolution

N'oubliez pas que vous pouvez commander l'importe quel livre à la

SOCIETE DE PRESSE.

EDITION ET LIBRAIRIE,

5, r. de Charonne, PARIS-11^e

Règlements au C. C. P. 6032-01 Paris, ou par chèque bancaire.

Envoi franco de port à partir de toute commande de 1.000 francs.

LES THESES D'AVRIL

La révolution de Février venait de se terminer dans les conditions les plus heureuses semblait-il. Le terme s'élevait, sans coup férir. Les masses ouvrières et paysannes abattirent, sans effort, l'autocratie et les vestiges féodaux d'une société agonisante. L'aube de la société bourgeoise et démocratique de toutes les Russies semblait lever, sans un nuage. Lorsque cette aube se leva, on se serait contenté, appuyé sur les épaules d'un parlementarisme bon teint, le serait temps de passer à l'étape suivante de la révolution socialiste. Cela n'aurait peut-être été des années, mais il serait

de François Manuel : 200 frs

QUANT à notre attitude envers la guerre, incontestablement demeurée, du côté, russe, sous le nouveau gouvernement Lvov et Cia, y compris la caractéristique capitaliste de ce gouvernement, une guerre impérialiste de brigandage aucune concession, si minime soit-elle, à la « défense nationale révolutionnaire » ne peut être tolérée.

Aucun soutien du gouvernement provisoire, démonstration du caractère entièrement menaçeur de toutes ses promesses, et surtout de celles concernant la renouveau ou l'annulation. Démanteler le gouvernement ou lieu d'« exiting », ce qui est inadmissible, car c'est rester fidèle à la « défense nationale révolutionnaire », à CÉSSE D'ÊTRE impérialiste.

« L'explication aux masses que les Soviets des Députés Ouvriers représentent LA SEULE FORME d'un véritable pouvoir et que notre tâche n'est, par conséquent, tant que CE gouvernement reste soumis à l'influence de la bourgeoisie, que d'éclairer politiquement, systématiquement, opiniâtrement les masses sur les erreurs de leur technique, en nous adaptant surtout à nos besoins politiques. »

« Nationalisation de TOUTES les terres dans le pays, reporter le centre de gravité sur les Soviets de Députés Journaliers agricoles. »

« Fusion immédiate de toutes les banques du pays en une grande banque internationale placée sous le contrôle du Soviet des Députés Ouvriers. »

« Initiative de création d'une Internationale révolutionnaire contre les SOCIAL-CHAUVINS et contre le « centre ». »

« Les phrases éloquentes comme des coups de fouet. LÉNINE parle, ce 4 avril 1917, devant une réunion des membres du parti bolchevik participant à la Conférence Parussie des Soviets de Députés, Ouvriers et Soldats. »

« Il est arrivé la veille, de Suisse, dans ce que l'on a appelé le « wagon plombé ». Ce discours jeta la consternation dans les rangs bolcheviks. Personne ne s'attendait à cela. Le schéma de la révolution, tel qu'il venait peu à peu de se concevoir les révolutionnaires de Russie, était jeté bas. Ce gouvernement provisoire dans lequel tout le monde a mis ses espoirs est mis en occupation, dénoncé. »

Tout paraissait pourtant si simple!

Ce que l'on appela plus tard « LES THESES D'AVRIL » apparaissait comme les

LÉNINE et LES

divergences d'un homme hors du commun, d'un émigré, d'un sectaire. Non seulement cette opinion dominait tous les cercles politiques, socialistes-révolutionnaires et autres, mais elle prévalait également ou bien du parti de LÉNINE. Pourquoi? Que s'est-il passé? Lénine était-il aussi social et divergent que certains le prétendent? Lénine était-il aussi libre et d'autres valaient bien le dire? Analyser la révolution de Février, Léon Trotsky écrit: « Pourtant, en réalité, la révolution de Février avait éliminé un gouvernement bourgeois, dans lequel le pouvoir des classes possédantes était limité par des soviets d'ouvriers et de paysans non réalisés jusqu'au bout. Toutes les cartes se trouvaient combinées. Au lieu d'une dictature révolutionnaire, c'est-à-dire de l'autorité politique établie le régime féodal d'une dictature de bourgeois, ou la débauche d'énergie des cercles gouvernementaux se déplaça infructueusement à l'intérieur des contradictions intérieures. Personne n'avait prévu ce régime. Au surplus, il ne pouvait pas être évité. On pourrait en dire plus, mais il n'est pas nécessaire de le faire. Lénine, puis pas dans les livres. Il n'y a point de livres pour cela. C'est seulement de l'expérience des masses qui pu nous rendre compte de ce qui s'est passé. »

UNE POLITIQUE DE COMPROMIS

C'est précisément parce que la révolution de Février aboutit à un « paradoxe », selon le propre mot de Trotsky, que le parti bolchevik, dans sa majorité s'orienta vers une politique de compromis.

Le manifeste du Comité Central du Parti bolchevik, publié après la victoire de février déclare que « les ouvriers des fabriques et des usines, ainsi que les troupes insurgées doivent immédiatement élire leurs représentants au Gouvernement révolutionnaire provisoire ».

Le 15 mars, la direction de « La Pravda », déclara: « Dans la mesure où il lutte contre la réaction et le contre-révolution », le gouvernement provisoire sera résolulement soutenu par les bolcheviks. Au problème de la guerre et de la Prévoda, répond que le soldat russe « doit se tenir ferme à son poste, répondre à la balle par une balle et à l'abus par un abus ». Plus...

« Tout définitivement, plus exactement ce que la presse malhonnête, sous le couvert de Pétrograd, a été montré le premier régime révolutionnaire. » (1)

(1) Il est à noter que du 12 mars au 3 avril, date du retour de Lénine en Russie,

Encore plus stalinien que KROUCHTCHEV

UN grand hebdomadaire démocratique qui ne recule devant rien pour satisfaire le goût du sensationnel qu'il veut bien prêter à ses lecteurs, même par la publication de soi-disant nouveautés quelque peu faussées...

Staline, hanté par la crainte maladroite de « l'après », résout en 1957, de l'initiative de Krouchtchev et tout l'état-major de l'Armée Rouge; il n'hésita pas à recourir aux bons offices de la Gestapo pour fabriquer des documents destinés à « démontrer » l'accord de Krouchtchev avec le grand état-major allemand; il utilisa, à cette fin, les services d'un agent double, appartenant agent de la Gestapo, le général Skobline, qui opérait à Paris. Le rôle véritable du général Skobline et de sa femme Plevitskaïa comme agents de la Gépouk fut dévoilé par leur participation à Paris à l'enlèvement du général de Miller, chef d'une association de Russes Blancs.

Ce fut Skobline qui communiqua à Heydrich, chef des renseignements allemands de l'information selon laquelle Krouchtchev et les marchands russes complotaient contre Staline et lui suggéra de forger des documents sur les « relations » entre Krouchtchev et le grand état-major allemand. Ces documents furent ensuite transmis à Staline, à la fois par l'intermédiaire de Benès et, si l'on croit « Hagen », par Krouchtchev, par deux autres sources: Staline put alors liquider Krouchtchev et ses compagnons d'armes au cours d'un procès secret.

Que Heydrich ait cru jusqu'au bout avoir roulé Staline dont il n'était en fait que le « instrument », est tout à fait vraisemblable. Que Hagen-Schellenberg dont Heydrich est le grand homme, s'efforce de maintenir la même version, c'est assez naturel. Il réédite d'ailleurs ses Mémoires bien avant le rapport Krouchtchev.

Les traits essentiels de cette affaire sont connus depuis plusieurs années, notamment depuis la publication de mémoires de Benès, et ont été confirmés par le rapport Krouchtchev.

« Walter Schellenberg est en contradiction avec la nouvelle version selon laquelle Krouchtchev aurait été victime d'un complot monté par Staline à l'aide de faux documents. Cette version aboutit en ce moment à une demi-réhabilitation du marchand. Mais elle pourrait, selon certains spécialistes, être considérée comme un simple coup de « Ah ! si Louis XV avait été sincère ».

Le problème est identique, sinon dans ses formes, du moins dans son fond. Sur le terrain du parlementarisme bourgeois, il n'y a aucune solution populaire à la guerre d'Algérie. Les déliés, les rythmes, indépendamment des « solutions » parlementaires qui seront trouvées, ce sont ceux de la masse prolétarienne en France imposeront par leur propre combat révolutionnaire.

Métallurgie: Soulever le Couvre-les

Les travailleurs veulent se battre. Ils veulent arrêter la baisse de leur pouvoir d'achat, ils veulent résister de transformer pour eux en catastrophe.

Cette volonté se traduit dans toute la France par des débrayages multiples, aux formes les plus inattendues et les plus diverses. Les revendications démontrent le caractère des grèves qui démentent. Il ne s'agit pas de 3 ou 4 heures d'heure d'augmentation, en cas de 30, 40 et même 50 francs de l'heure dans certaines entreprises.

Cela a commencé par Saint-Nazaire et Nantes, par l'augmentation de la Loire, Renault-Billancourt.

Certes, les ouvriers de la région Renault ont manifesté leur mécontentement. Mais, par rapport au mouvement de l'ensemble de l'industrie, ils ont été surpris par la rapidité de la situation.

En effet, dans les jours qui ont précédé le débrayage, la C.G.T., la C.F.T.C., Force Ouvrière, le syndicat indépendant ont diffusé des tracts portant sur des revendications diverses, ordres et désaccords entre syndicats. Le Directeur Dreyfus, pour ne pas être en reste, a fait envoyer à chaque usine une lettre contenant des belles paroles, de vagues promesses et des menaces pressées.

Dans ce trouble, les ouvriers n'ont jamais eu la parole et n'ont pu manifester leur mécontentement que dans la consigne de grève de deux heures des syndicats qui rappellent « TOUS REUNIS COMPTANT UN PLUS DE 10 % DU PERSONNEL ».

Le lundi 14 l'ensemble général c'est Force Ouvrière qui propose de débrayer de 13 heures à 18 heures pour 7 % d'augmentation.

Le mardi, la C.G.T. proclame qu'elle applique également à l'action — partie de 40 francs horaires d'augmentation et annonce qu'elle vient de signer sans réserve les accords de septembre 1955.

Le mercredi, C.G.T. et C.F.T.C. lancent en commun un appel pour une grève de 18 heures à 18 heures en revendiquant 30 francs minimum pour tous.

Le jeudi, le syndicat indépendant Renault déclare d'associer au mouvement de grève de 2 heures s'il n'est pas reçu le lendemain. Le vendredi matin, F.O. invite tous les salariés à débrayer deux heures avant l'heure de sortie habituelle.

En même temps, Dreyfus écrit: « Les revendications d'aujourd'hui sont colossales: 15 à 20 milliards... » solution illusoire et dangereuse... Le personnel de l'adhésion de la C.G.T. aux accords de septembre.

Après quoi, F.O., dans une déclaration très équilibrée, se rallie à la proposition commune C.F.T.C.-C.G.T.

Or, les travailleurs suivent les mots d'ordre que lancent les organisations syndicales, voire qui ne signifient nullement que les travailleurs les approuvent. Bien au contraire, ils les démentent.

Il s'agit de se battre; les organisations syndicales, en faisant fond sur cette volonté, cherchent à lui donner le maximum de dispersion, partant d'inefficacité.

Alors que le C.N.P.F. oppose un front parfaitement cohérent et ordonné, les organisations syndicales se livrent au jeu du costume d'opérette.

Le harcèlement de toute cette déclaration s'est fait le 3 octobre. Les ouvriers ne sont pas si fous, et leur expérience des luttes passées est trop grande pour qu'ils se laissent ainsi manipuler.

On ne peut pas savoir si la semaine qui vient, à nouveau promise, de manœuvres de toutes sortes, leur permettra de se faire entendre et d'agir.

De toutes façons, dès maintenant, l'idée se développe largement dans l'usine qu'il est temps de casser de parler, de prendre des engagements et de signer des accords au nom des travailleurs sans leur demander leur avis.

Correspondant.

RENAULT: La parole aux ouvriers

80 des travailleurs chez Renault ont quitté l'usine deux heures avant l'heure de sortie habituelle. Sur les 35.000 qui travaillent à Billancourt, un millier environ ont assisté à meeting organisé par la C.F.T.C. et la C.G.T.

Certes, les ouvriers de la région Renault ont manifesté leur mécontentement. Mais, par rapport au mouvement de l'ensemble de l'industrie, ils ont été surpris par la rapidité de la situation.

En effet, dans les jours qui ont précédé le débrayage, la C.G.T., la C.F.T.C., Force Ouvrière, le syndicat indépendant ont diffusé des tracts portant sur des revendications diverses, ordres et désaccords entre syndicats. Le Directeur Dreyfus, pour ne pas être en reste, a fait envoyer à chaque usine une lettre contenant des belles paroles, de vagues promesses et des menaces pressées.

Dans ce trouble, les ouvriers n'ont jamais eu la parole et n'ont pu manifester leur mécontentement que dans la consigne de grève de deux heures des syndicats qui rappellent « TOUS REUNIS COMPTANT UN PLUS DE 10 % DU PERSONNEL ».

Le lundi 14 l'ensemble général c'est Force Ouvrière qui propose de débrayer de 13 heures à 18 heures pour 7 % d'augmentation.

Le mardi, la C.G.T. proclame qu'elle applique également à l'action — partie de 40 francs horaires d'augmentation et annonce qu'elle vient de signer sans réserve les accords de septembre 1955.

Le mercredi, C.G.T. et C.F.T.C. lancent en commun un appel pour une grève de 18 heures à 18 heures en revendiquant 30 francs minimum pour tous.

Le jeudi, le syndicat indépendant Renault déclare d'associer au mouvement de grève de 2 heures s'il n'est pas reçu le lendemain. Le vendredi matin, F.O. invite tous les salariés à débrayer deux heures avant l'heure de sortie habituelle.

En même temps, Dreyfus écrit: « Les revendications d'aujourd'hui sont colossales: 15 à 20 milliards... » solution illusoire et dangereuse... Le personnel de l'adhésion de la C.G.T. aux accords de septembre.

APRÈS LA SAISIE DE LA

pelé paru au début de septembre dans une revue qui — et, cela va de soi, nous nous en réjouissons — n'a fait l'objet d'aucune poursuite.

Il est donc à nouveau démontré que la persécution qui s'abat sur toute la presse opposée à la politique gouvernementale vise avant tout notre journal, que celui-ci ne jouit même pas du degré de liberté surveillée concédée à la presse en général par la démocratie policière des gouvernements successifs, qu'ils s'appellent Mendès-France, Mollet ou Bourges-Maunoury.

C'est ce qu'avait déjà mis en lumière d'une manière particulièrement dépourvue d'équivoque les attentus du jugement prononcé le 11 juin dernier par la 11^e Cour d'appel, et condamnant quatre de nos rédacteurs à six mois de prison avec sursis. Ces attentus extrêmement instructifs paraîtront intégralement dans la brochure que nous consacrons à ce procès et qui est actuellement sous presse.

Ce que la Cour a considéré comme tombant sous le coup de la loi, ce n'est pas l'expression de « certaines idées », censément licites, c'est la volonté de les réaliser. Il est permis de verser des larmes de crocodile sur le sort des victimes de la torture, il ne l'est pas d'appeler le peuple de France à agir pour y mettre fin; il est permis de souhaiter le retour de la paix, pourvu que l'on reste dans les limites d'une totale gratuité; et, bien sûr, s'il demeurera sans doute permis de déplorer la misère dans laquelle s'enfoncent chaque jour davantage les travailleurs de ce pays, il ne sera plus de les appeler à l'action pour y mettre fin. C'est, en fait, toute une politique qui forme un tout, une politique révolutionnaire visant à la destruction d'un régime capitaliste de misère et d'oppression, dont on prétend juguler l'expression.

L'écho grandissant rencontré par notre politique, la circulation accrue de notre journal depuis sa parution hebdomadaire sur quatre pages, renforcé encore, s'il est possible, notre conviction d'être sur la bonne voie. Nous sommes, cela va de soi, résolus à poursuivre notre action en

vers et contre tous les arbitraires. Il nous faudra pour cela l'aide de tous nos amis. Elle ne nous a jamais fait défaut par le passé, elle ne nous fera pas défaut aujourd'hui non plus. La répression, si tenace soit-elle, s'est toujours lassée plus tôt que la persévérance des défenseurs de la liberté.

Remercions ici plusieurs de nos lecteurs qui nous ont déjà fait parvenir une souscription. Remercions également ceux de nos abonnés qui ont pris l'initiative d'une contribution financière à l'occasion du précédent numéro spécial.

Il faut plus; il faut que dès cette semaine nous parvenions en nombre de nouvelles souscriptions, si modestes soient-elles, de nouveaux abonnements. Il faut également nous envoyer des adresses de nouveaux abonnés possibles.

Que ce soit en même temps l'occasion de rendre plus étroit le contact entre notre journal et ses lecteurs. Adressez-nous vos critiques, vos commentaires, vos informations. Ecrivez-nous sur la situation dans votre entreprise et votre localité.

Pour concrétiser le resserrement de ses lecteurs autour du seul hebdomadaire révolutionnaire de ce pays, des suggestions nous ont été faites de divers côtés, notamment la constitution de groupes d'« Amis de la Vérité ». Nous aurons sans doute l'occasion d'y revenir prochainement dans nos colonnes. Nous engageons nos lecteurs à nous faire connaître leur avis.

Bulletin d'abonnement
Nom :
Adresse :
.....
souscrit un abonnement de un an, six mois, trois mois (payer les mentions inutilisées à la Vérité ».)
Verser le montant de l'abonnement à C. C. P. S. P. E. L. 6032-01 Paris.

Thèses d'août

Staline et Kamenov. Ces citations font mieux comprendre les thèses « Thèses d'août » de Lénine. Chacune des phrases de ces thèses est une révélation ouverte de la position officielle des bolcheviks sur tous les plans.

Mais où Lénine puise-t-il les données d'une telle analyse? Dans une vue d'ensemble de la situation, dans une appréciation théorique éminemment tels qu'ils se déroulent sous ses yeux, dans une appréciation théorique correcte de la nature des oppositions de classe, dans la juste perception de ce qui se passe au sein même des masses ouvrières et paysannes, dans la juste appréciation de la situation internationale.

Redressement du parti bolchevik n'a rien de miraculeux. Pour obtenir des thèses, Lénine s'adresse d'abord aux ouvriers, à ceux de Vbyorg qui avaient déjà manifesté quelque impatience au moment de la ligne de Mars, puis à ceux de Moscou. Les masses allaient à gauche, toujours à gauche. Elles exprimaient leurs aspirations dans les actions quotidiennes qu'elles entreprenaient. De plus, en plus le gouvernement provisoire vivait le sol se débrayer sous ses pas. Les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires lui imputaient le rôle de l'ennemi. Lénine savait ce qu'il avait à faire. En février et mai, les travailleurs, dont la majorité, tout confiante aux mencheviks et socialistes-révolutionnaires. Ces formations politiques sont largement représentées dans les soviets. Mais Lénine savait que le parti bolchevik ne pouvait être placé en elles pour soutenir le gouvernement bourgeois du prince Lvov. Ceci n'aurait qu'un temps. Le rapport des forces au sein des soviets va très rapidement se déplacer. Les bolcheviks vont y gagner au moins.

Le redressement d'août prépare les journées de juillet, sous les yeux de tous les bolcheviks lancèrent le mot d'ordre de la prise du pouvoir. A ceux qui se représentaient la révolution russe se faisant sans à-coups, la réalité oppose un chemin épineux. Ceux qui, dix, vingt ou trente ans après considèrent « Les Thèses d'août » comme « allant de soi », il n'est que de les qualifier d'imbécillités sans espoir. Toutefois, les enseignements politiques de cette période de deux mois, trouvent et trouvent encore leur application dans la lutte des travailleurs contre le régime bourgeois. Au parlementarisme bourgeois, les ouvriers doivent opposer leur propre organe de pouvoir. Le parti qui prétend à la direction du prolétariat ne peut rien céder sur les principes essentiels de son programme anticapitaliste, révolutionnaire et socialiste.

Les thèses d'août ont été adoptées par une majorité de 200 voix sur 250. Elles ont été adoptées par une majorité de 200 voix sur 250. Elles ont été adoptées par une majorité de 200 voix sur 250.

Les thèses d'août ont été adoptées par une majorité de 200 voix sur 250. Elles ont été adoptées par une majorité de 200 voix sur 250. Elles ont été adoptées par une majorité de 200 voix sur 250.

LA REVENDICATION QUI S'IMPOSE

Qui est capable, aujourd'hui, d'évaluer avec exactitude l'ampleur de la hausse des prix survenue depuis le 1er janvier? Personne, en vérité.

Les grandes confédérations n'ont pas leur propre indice des prix, calculé à partir de données établies par elles. L'unique qui existe en Angleterre ou aux Etats-Unis. Pour parler des hausses, elles s'en réfèrent aux indices officiels.

Toujours est-il que le vin en est à sa quatrième hausse depuis trois mois.

Le gaz a bondi de 25 %. Une ménagère économise dépense facilement 4.000 francs de fruits et légumes en faisant son marché pour une famille de quatre personnes. Il y en a pour deux jours.

Quant à la viande, la veau est déjà considéré « officiellement » comme produit de luxe.

Ne parlons pas des vêtements. Le prix de 40.000 francs pour un costume d'homme dans des magasins à grand débit est chose courante.

Par ailleurs, après la grève des boulangers, nous voici devant celle des bouchers et des maraîchers.

Pourquoi pas? Dès l'instant où la vanne de la hausse des prix est levée, il n'y a pas de palier possible ni de barre déterminée.

Cette politique patronale et gouvernementale touche toutes les couches de travailleurs individuels.

Les organisations syndicales ont fait une concession importante en abandonnant pratiquement les augmentations hiérarchiques.

Les travailleurs, dans les luttes actuelles, posent des revendications de 30, 40 ou 50 francs d'augmentation horaire totale pour tous.

Les revendications qui s'imposent aujourd'hui pour tous les travailleurs, de toutes les catégories, de toutes les professions, horaires et matériels, est une augmentation égale pour tous.

10.000 FR. D'Augmentation Mensuelle EGALE POUR TOUS.

Voulez une revendication capable d'unifier tous les ouvriers de France dans la lutte.

Les travailleurs doivent l'imposer.

C'est la revendication unitaire par excellence, la seule qui peut combler les dernières hausses.

F. T.

Le camarade Charles Lemoine, tout en nous priant d'annoncer pour notre prochain numéro, dans le cadre de nos mines, un article consacré à la grève de 1908, nous écrit une lettre (thème d'André Marty, avec la lettre qu'on va lire :

Chers camarades,

Dans le cadre de la série d'articles sur les mines, il est possible que je reçoive de camarades mineurs des articles venant d'autres camarades et ceux que j'ai fournis : je vous demande de les publier.

Aujourd'hui, je vous propose d'insérer un article écrit à l'occasion de l'anniversaire de la catastrophe de Courrières, par le regretté André Marty. C'est en 1908 qu'on m'a fait parvenir, me demandant si je

ranchées de sécurité, Guy Mollet a lancé la formule de combativité des mineurs dirigés par le syndicat ouvrier, lutte de classe, révolutionnaire, celui qui on appelle le syndicat ouvrier. Brouillons qui relèvent entre autres, 8 francs de salaire minimum et la journée de 8 heures.

Et cette action se déroula malgré les efforts du Syndicat basile, le syndicat de collaboration de classe.

De ces longues grèves avec des centaines de blessés dans les bassins, avec gendarmes et troupes, Guy Mollet n'en a pas parlé non plus.

LES MEMES OUBLIS DE DUGUET

Un secrétaire de Fédération des mineurs C.G.T., digne de ce nom, aurait réaboli la vérité. Il aurait prouvé que Guy Mollet a caché cette vérité sur les crimes monstrueux du Comité des Houillères. Il aurait demandé en conséquence que puis-til y a eu crime, Guy Mollet intervienne pour finir de

verser des indemnités aux anciens propriétaires des mines, car ces indemnités de l'Etat sont payées des contribuables, c'est-à-dire par les mineurs.

Quant au comte Duguet, lui, n'a pas fait, mais il félicite le ministre ! Pourquoi ? Parce que Guy Mollet a dit que ce n'est qu'un « diplomate » à Moscou, il ne faut pas méconter, c'est l'ordre de Duclos, Thorez.

LE MEILLEUR STALINISME

Il est vrai que Duguet, ayant été nommé à la tête de la Fédération de Doulos, Thorez, ne peut qu'exécuter les ordres. D'autant plus qu'il est nommé dans des pays où les ouvriers de militant « Humanité » de 20 ans ont obtenu ce que ses collègues ont écrit pour lui sur Courrières dans « Fils du Peuple ». Lui aussi, dans la vérité, exactement comme Guy Mollet.

Voilà qui explique et le silence et les félicitations de Duguet.

COMMENT ILS ENTERRENT EN SE POUSSANT LES ASSASSINS DE COURRIERES

C'est avec satisfaction, puis avec colère, que les vieux mineurs ont entendu Duguet, secrétaire de la Fédération du Sous-Sol C.G.T., déclarer au congrès qui s'est tenu en mars 1958 : « Je remercie le Président du Conseil, Guy Mollet, d'avoir éviqué Courrières dans son allocution du 10 mars à la radio ».

C'est vrai ! Guy Mollet a rappelé le 50^e anniversaire de Courrières (oubliant d'indiquer qu'il y eut 1470 mineurs tués) et que c'est la catastrophe exactement comme l'aurait fait l'importance que lui-même du Comité des Houillères. Car Mollet a terminé son allocution en exaltant « ces hommes qui comprennent le devoir et ont repris après Courrières leurs dures tâches de tous les jours, etc. ».

Mais non ! Guy Mollet. Il faut bien manger et pour cela, dans les bassins miniers, il faut bien descendre ! Et remplir en même temps les coffres-forts, même aujourd'hui, parce que les houillères « nationales » avec le système de ministres staliniens Lecœur et Thorez, versent de grosses indemnités aux anciens patrons des mines.

LES OUBLIS DE GUY MOLLET

Mais Guy Mollet a oublié deux « petits » faits.

D'abord, il n'a rien dit sur la cause immédiate de la catastrophe. Or, le 6 mars 1908 (4 jours avant le coup de poussier), le délégué mineur Pierre Simon demandait dans son rapport écrit, entre autres, il serait urgent de faire une trouée de trois mètres dans les vieux remblais pour donner de l'air à « Capin » et à « Trappet ».

Rien n'a été fait parce que la rapacité des directeurs des mines s'y opposait.

Guy Mollet a caché aussi que le 30 mars, soit 20 jours après la catastrophe, 18 ouvriers sortirent par leurs propres moyens. Cinq jours plus tard sortait Berton à Sallaumines après avoir passé « blessé » 25 jours dans la mine en feu.

C'est alors qu'après les premiers moments de joie, la colère des mineurs et de leurs familles a éclaté. Il est clair que la Compagnie déjà responsable des morts, n'avait pas fait tout le nécessaire pour assurer le sauvetage : cela coûtait trop cher. Et ce fut la grève générale des mineurs qui exigeait des ga-

Chez Bréguet : " Tribune libre ", No 1

Le 15 avril 1957, à la suite d'un meeting, une grève d'été décide chez les ouvriers de la maison Bréguet.

A l'inverse de bien des grèves, celles-ci changent en ce qu'elle fut, active : déléguations, manifestations, meeting, rien ne fut décidé sans être commenté par l'ensemble des ouvriers. De plus, cette lutte fut menée par un comité de grève élu lors d'un meeting représentant véritablement les ouvriers de chaque atelier. Le journal de la grève qui parut après cette lutte se terminait par :

« De l'ensemble des camarades du comité, il ressort que la discussion et la publication des différents articles est le seul moyen permettant le regroupement et l'établissement d'un programme commun et son aboutissement. »

De ce fait, ce procès-verbal devait permettre l'ouverture d'une discussion démocratique.

L'idée de sortir une Tribune Libre de discussion était née.

Même le laps de temps qui a séparé la grève de la parution de cette tribune ne dimina pas l'enthousiasme que les ouvriers mirent à travailler sur ce journal.

Ce journal est paru vendredi 20 septembre et fut écrit et imprimé par les ouvriers syndiqués et inorganisés.

Voici quelques passages :

Ce journal est, tout journal, il sera ce que tu en feras. Il sera ouvert à chacun, avec ses idées, les revendications qu'il soulève.

Nous attendons ta participation, seule condition de son efficacité.

La nouvelle situation économique des ouvriers est telle que les ouvriers sont appelés à se concerter par petits groupes, sans pouvoir évidemment rien régler ; et les questions se posent : comment réagir ? A qui faire confiance ? Comment organiser la riposte ? Pourquoi les usines partent-elles en l'air ?

« Pourquoi, quand nos camarades de Nantes et de Saint-Nazaire ont débrayé et manifesté, ne les avons-nous pas rejoints dans la lutte ? »

« Pourquoi, quand nos camarades de Nantes et de Saint-Nazaire ont débrayé et manifesté, ne les avons-nous pas rejoints dans la lutte ? »

« Pourquoi, quand nos camarades de Nantes et de Saint-Nazaire ont débrayé et manifesté, ne les avons-nous pas rejoints dans la lutte ? »

« Pourquoi, quand nos camarades de Nantes et de Saint-Nazaire ont débrayé et manifesté, ne les avons-nous pas rejoints dans la lutte ? »

« Pourquoi, quand nos camarades de Nantes et de Saint-Nazaire ont débrayé et manifesté, ne les avons-nous pas rejoints dans la lutte ? »

« Pourquoi, quand nos camarades de Nantes et de Saint-Nazaire ont débrayé et manifesté, ne les avons-nous pas rejoints dans la lutte ? »

« Pourquoi, quand nos camarades de Nantes et de Saint-Nazaire ont débrayé et manifesté, ne les avons-nous pas rejoints dans la lutte ? »

« Pourquoi, quand nos camarades de Nantes et de Saint-Nazaire ont débrayé et manifesté, ne les avons-nous pas rejoints dans la lutte ? »

« Pourquoi, quand nos camarades de Nantes et de Saint-Nazaire ont débrayé et manifesté, ne les avons-nous pas rejoints dans la lutte ? »

« Pourquoi, quand nos camarades de Nantes et de Saint-Nazaire ont débrayé et manifesté, ne les avons-nous pas rejoints dans la lutte ? »

« Pourquoi, quand nos camarades de Nantes et de Saint-Nazaire ont débrayé et manifesté, ne les avons-nous pas rejoints dans la lutte ? »

« Pourquoi, quand nos camarades de Nantes et de Saint-Nazaire ont débrayé et manifesté, ne les avons-nous pas rejoints dans la lutte ? »

« Pourquoi, quand nos camarades de Nantes et de Saint-Nazaire ont débrayé et manifesté, ne les avons-nous pas rejoints dans la lutte ? »

« Pourquoi, quand nos camarades de Nantes et de Saint-Nazaire ont débrayé et manifesté, ne les avons-nous pas rejoints dans la lutte ? »

« Pourquoi, quand nos camarades de Nantes et de Saint-Nazaire ont débrayé et manifesté, ne les avons-nous pas rejoints dans la lutte ? »

« Pourquoi, quand nos camarades de Nantes et de Saint-Nazaire ont débrayé et manifesté, ne les avons-nous pas rejoints dans la lutte ? »

« Pourquoi, quand nos camarades de Nantes et de Saint-Nazaire ont débrayé et manifesté, ne les avons-nous pas rejoints dans la lutte ? »

« Pourquoi, quand nos camarades de Nantes et de Saint-Nazaire ont débrayé et manifesté, ne les avons-nous pas rejoints dans la lutte ? »

« Pourquoi, quand nos camarades de Nantes et de Saint-Nazaire ont débrayé et manifesté, ne les avons-nous pas rejoints dans la lutte ? »

« Pourquoi, quand nos camarades de Nantes et de Saint-Nazaire ont débrayé et manifesté, ne les avons-nous pas rejoints dans la lutte ? »

« Pourquoi, quand nos camarades de Nantes et de Saint-Nazaire ont débrayé et manifesté, ne les avons-nous pas rejoints dans la lutte ? »

« Pourquoi, quand nos camarades de Nantes et de Saint-Nazaire ont débrayé et manifesté, ne les avons-nous pas rejoints dans la lutte ? »

« Pourquoi, quand nos camarades de Nantes et de Saint-Nazaire ont débrayé et manifesté, ne les avons-nous pas rejoints dans la lutte ? »

« Pourquoi, quand nos camarades de Nantes et de Saint-Nazaire ont débrayé et manifesté, ne les avons-nous pas rejoints dans la lutte ? »

« Pourquoi, quand nos camarades de Nantes et de Saint-Nazaire ont débrayé et manifesté, ne les avons-nous pas rejoints dans la lutte ? »

« Pourquoi, quand nos camarades de Nantes et de Saint-Nazaire ont débrayé et manifesté, ne les avons-nous pas rejoints dans la lutte ? »

« Pourquoi, quand nos camarades de Nantes et de Saint-Nazaire ont débrayé et manifesté, ne les avons-nous pas rejoints dans la lutte ? »

« Pourquoi, quand nos camarades de Nantes et de Saint-Nazaire ont débrayé et manifesté, ne les avons-nous pas rejoints dans la lutte ? »

« Pourquoi, quand nos camarades de Nantes et de Saint-Nazaire ont débrayé et manifesté, ne les avons-nous pas rejoints dans la lutte ? »

maine lorsque ce n'est pas 60. Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ?

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »

« Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? Pourquoi pas 60 ? »



Illustration of a factory building with smoking chimneys.

CHEMINOTS : UNE COMEDIE BIEN ORCHESTREE

La Fédération C.G.T., C.F.T.C. et l'U.M.A. s'étaient donné pour objectif de réunir 30 représentants de la grève de 48 heures autour d'une Commission paritaire de travail pour la semaine du 23 au 28 septembre (voir « La Vérité » n° 49 du 19 septembre).

Voici comment les choses se sont passées.

A la réunion du 19, le représentant du Ministère fut convoqué.

Il n'était pas en mesure de présenter, conformément à l'accord discuté, les revendications des cheminots.

Il n'était pas en mesure de présenter, conformément à l'accord discuté, les revendications des cheminots.

Il n'était pas en mesure de présenter, conformément à l'accord discuté, les revendications des cheminots.

Il n'était pas en mesure de présenter, conformément à l'accord discuté, les revendications des cheminots.

Il n'était pas en mesure de présenter, conformément à l'accord discuté, les revendications des cheminots.

Il n'était pas en mesure de présenter, conformément à l'accord discuté, les revendications des cheminots.

Il n'était pas en mesure de présenter, conformément à l'accord discuté, les revendications des cheminots.

Il n'était pas en mesure de présenter, conformément à l'accord discuté, les revendications des cheminots.

Il n'était pas en mesure de présenter, conformément à l'accord discuté, les revendications des cheminots.

Il n'était pas en mesure de présenter, conformément à l'accord discuté, les revendications des cheminots.

Il n'était pas en mesure de présenter, conformément à l'accord discuté, les revendications des cheminots.

Il n'était pas en mesure de présenter, conformément à l'accord discuté, les revendications des cheminots.

Il n'était pas en mesure de présenter, conformément à l'accord discuté, les revendications des cheminots.

Il n'était pas en mesure de présenter, conformément à l'accord discuté, les revendications des cheminots.

Il n'était pas en mesure de présenter, conformément à l'accord discuté, les revendications des cheminots.

Il n'était pas en mesure de présenter, conformément à l'accord discuté, les revendications des cheminots.

Il n'était pas en mesure de présenter, conformément à l'accord discuté, les revendications des cheminots.

Il n'était pas en mesure de présenter, conformément à l'accord discuté, les revendications des cheminots.

Il n'était pas en mesure de présenter, conformément à l'accord discuté, les revendications des cheminots.

Il n'était pas en mesure de présenter, conformément à l'accord discuté, les revendications des cheminots.

Il n'était pas en mesure de présenter, conformément à l'accord discuté, les revendications des cheminots.

DANS LA FONCTION PUBLIQUE LES NOUVEAUX ALIBIS ?

La suppression des abattements de zone et la réduction des allocations intégrales aux retraités des mesures ci-dessus demandées pour les actifs.

« L'application intégrale aux retraités des mesures ci-dessus demandées pour les actifs. »

« L'application intégrale aux retraités des mesures ci-dessus demandées pour les actifs. »

« L'application intégrale aux retraités des mesures ci-dessus demandées pour les actifs. »

« L'application intégrale aux retraités des mesures ci-dessus demandées pour les actifs. »

« L'application intégrale aux retraités des mesures ci-dessus demandées pour les actifs. »

« L'application intégrale aux retraités des mesures ci-dessus demandées pour les actifs. »

« L'application intégrale aux retraités des mesures ci-dessus demandées pour les actifs. »

« L'application intégrale aux retraités des mesures ci-dessus demandées pour les actifs. »

« L'application intégrale aux retraités des mesures ci-dessus demandées pour les actifs. »

« L'application intégrale aux retraités des mesures ci-dessus demandées pour les actifs. »

« L'application intégrale aux retraités des mesures ci-dessus demandées pour les actifs. »

« L'application intégrale aux retraités des mesures ci-dessus demandées pour les actifs. »

Il acceptait sa proposition ; la Commission des statuts (consultative) discutait ces statuts et autres revendications. Ces « consultations » (sic) furent répétées les 26 aux représentants de la Fédération C.G.T., qui demandèrent un délai de réflexion de 10 jours. Ce délai fut accordé par le ministre de l'Intérieur, mais les représentants de la Fédération C.G.T. ne furent pas entendus. Lorsque l'on a pour but d'empêcher la classe ouvrière d'être consultée, on ne se contente pas de la faire, c'est de lui faire débattre ses problèmes, décider ses luttes, participer à ses décisions, etc. On ne veut pas que l'on connaisse le nombre des inorganisés.

Comme la proposition Malinot, secrétaire F.O. de Saint-Nazaire, regroupons-nous dans une lutte d'ensemble de la métallurgie pour le relèvement général des salaires.

Avant les vacances courrait le Correspondant Bréguet.

... Avant les vacances courrait le Correspondant Bréguet.

LIRE EN PAGE 2

RENAULT : LA PAROLE AUX OUVRIERS METALLURGIQUES SOULEVER LE COUVERCLE

RENAULT : LA PAROLE AUX OUVRIERS METALLURGIQUES SOULEVER LE COUVERCLE

RENAULT : LA PAROLE AUX OUVRIERS METALLURGIQUES SOULEVER LE COUVERCLE

RENAULT : LA PAROLE AUX OUVRIERS METALLURGIQUES SOULEVER LE COUVERCLE

Vendredi 8 novembre à 20 heures 30
Salle des Horticulteurs, 88, rue de Grenelle Paris (VI)

Meeting du 40e anniversaire de la révolution d'octobre
Avec Gérard BLOCH - Peter FRYER - Charles LEMOINE

Depuis le premier novembre 1954 "LA V" a été dix-sept fois saisie parce qu'elle dit la vérité, parce que c'est un journal honnête, parce que c'est le seul journal révolutionnaire.

Pour que vive « LA VÉRITÉ »
SOUSCRIVEZ
ABONNEZ-VOUS

Le procès des tortures sera jugé le 12 Octobre

Non-témoignages accablants

L'Egrat de notre journal « La Vérité » sera jugé le 12 octobre 1957 pour avoir publié quelques articles sur les tortures en Algérie. Depuis près d'un an, la campagne de presse contre les tortures, les détentions illégales et arbitraires, les arrestations abusives, n'a cessé de se développer. Tant et si bien que M. Mollet, lorsqu'il était président du Conseil des ministres, un homme dont chacun apprécie la susceptibilité pour tout ce qui touche aux honneurs, libertés, patrie, socialisme, etc.

En effet, cette commission a établi quelques dossiers. Elle a communiqué confidentiellement les dix dossiers au Président du Conseil, si ce n'est cette commission, si ce n'est elle. Si le silence, on ne peut plus suspect, a prouvé de la part du bête, M. Mollet, que les réflexions suivantes : « On pouvait prévoir que la Commission ne soumettrait pas son rapport directement à l'opinion publique, mais qu'elle serait chargée de contrôler. A quinze jours de la réunion de l'Assemblée de l'ONU, ce serait un aveu implicite que de ne reconnaître que comme vrais les faits dont a fait état dans son rapport la Commission internationale contre le régime concentrationnaire. »

La C. G. I. signe sans réserves les accords Renault

A l'horloge de la trahison, il n'est jamais trop tard

L'INFORMATION est captivée, par sa signification et par sa portée. Le syndicat C.G.T. Renault vient de signer — ou, pour mieux dire, de ratifier — une convention avec des conséquences bien plus graves encore que la première — les accords d'entreprise qui avaient été élaborés par la direction en septembre 1955 et qui avaient été parés par tous les syndicats, sauf le C.G.T.1

L'IMPASSE DE LA LOI-CADRE

D'avec, sauf imprévu, l'Assemblée Nationale votera en majorité la loi-cadre, qui n'a jamais signifié grand-chose pour personne, et encore moins aujourd'hui. Que restera-t-il de ces conciliabules, articles, sacons, amendements et compromis ?

AUTO-CRITIQUE

RENDANT compte de l'absence de l'Algérie, le 14 septembre par des militants cégétistes de l'automobile, un certain René Pichelin fait preuve d'une honneur aussi noir qu'involontaire. « Près de cent militants... », écrit-il, « sont venus à Baillet... ». Près de cent ! Quelle me-

Et cette rallonge, quand est-ce qu'elle vient?
Quand nous irons la chercher, tous ensemble et en même temps, chez le patron et au gouvernement !

SAINT-NAZAIRE, Renault, fonctionnaires... Les prix continuent leur ascension. Les salaires sont bloqués. La seule guerre continue. La colère monte. Les débrayages se multiplient. « Ce qui est grave, c'est que les travailleurs commencent à ne plus faire confiance aux dirigeants syndicaux », écrit le journal patronal « Les Echos ».

NOIR sur BLANC

MANQUE D'INFORMATIONS
MESSIEURS les bourgeois de Paris et de Londres, en quête d'une nouvelle provocation au Moyen-Orient, ont subitement découvert que la Syrie recevait des techniciens et des armes russes, qu'elle duprait son armée, et que « l'A » et « B » allaient concéder, à Damas, la satisfaction de la Syrie. Même que Sérov, le nouveau Béria, y avait séjourné.

Abonnez-vous

(1) Voir « La Vérité » du 11 mai 1957.

UNE ENQUÊTE DE LOUIS HOUEVILLE

IX - Ce que coûte le taudis

I L est des sujets tabous. Le coût social du taudis est de ceux-là. Stagnation, déconfort, sociologues sans idées... Les statistiques sont nombreuses et détaillées lorsqu'elles concernent le coût de l'investissement, de telle campagne. Mais lorsqu'il s'agit de chiffrer le coût du taudis, tous sont muets. Comme nous l'écrivait un spécialiste des problèmes du logement social : « Il s'agit d'une inconnue qu'il s'agit d'avoir avant de régler ce problème. Mais la difficulté du problème apparaît dès que l'on veut faire un travail objectif, un tant soit peu scientifique. » Ceci explique sans doute qu'il n'existe... aucune étude sérieuse sur ce sujet.

QUELQUES ELEMENTS.

Quelques éléments existent pourtant, bien minces, mais qui permettent cependant de se faire une idée de l'étendue du problème.

Médecins et sociologues s'accordent pour reconnaître que le taudis a pour conséquence essentielle la maladie et l'infirmité. Il en est des autres, dans leur quasi-totalité ne posent pas le problème du logement comme solution unique : ils se bornent à préconiser des cures de désinfection, d'hygiène, de désodorisation, d'hygiène anti-alcoolique, et d'autres mesures du même ordre, en fait parfaitement inefficaces.

Car nous existons là à la reproduction d'un phénomène bien connu des psychologues : celui du transfert. L'homme aspire, après l'effort, à se reposer, à se détendre dans un cadre agréable, sympathique, dans une ambiance qui lui permette un épanouissement. Ce lieu est naturellement le logement familial. Le logement inconfortable, étroit, où femme et enfants s'enchevêtrent, conduit à la recherche d'un autre lieu où il y aura de l'espace, des amis avec qui l'on pourra converser. Le taudis ne permet pas la réception d'amis, de camarades. Il ne permet aucune détente, n'autorise aucun épanouissement : il est esclavage. Pour s'en libérer, l'homme cherchera à retrouver ailleurs ce qu'il a perdu, le confort, le café sera ce lieu idéal. Et avec lui la consommation abusive d'alcool, lente mais continue.

L'on estime que l'alcoolisme a coûté à la Nation, pour 1955, pour l'ensemble des dépenses nationales, départementales et communales, un peu plus de deux cents milliards ; cinq millions de journées de travail ont été perdues, 17.400 personnes sont mortes d'alcoolisme aigu. L'Etat a récupéré 60 milliards de taxes. Mais les bénéfices, tels que travaux victoires, betteraves, etc., ont un chiffre chaque année par centaines de milliards. La loi fondamentale du capitalisme, la vente ici encore, le souffrance des travailleurs, leur mort même sont une source de profit.

Sans risque d'erreurs, nous pouvons estimer que de 1945 à 1956, l'alcoolisme a coûté à l'ensemble de la Nation, 2.200 milliards (valeur en francs 1956). Pendant la même période, 400 milliards seulement ont été consacrés à la construction d'H.L.M.

SANS OUBLIER LA TUBERCULOSE...

Rappelons tout d'abord que, pour 1955, 13.300 personnes sont mortes de tuberculose.

Là encore, il est difficile de chiffrer le coût de la tuberculose, dont la cause essentielle reste le taudis ou le logement insuffisant. Disons simplement qu'une journée d'hôpital coûte 4.000 francs en octobre 1956 et qu'à la même époque, un administrateur d'une caisse de sécurité sociale nous indiquait qu'un séjour d'un enfant de moins de 15 ans, en dérivé ou en prévention, d'une durée de six mois, coûtait environ 600.000 francs. Indiquons encore que c'est par centaines que, lors des visites et enquêtes que nous avons effectuées dans les taudis de Paris, d'Angers, de Lille, d'Amiens, ou d'ailleurs, nous avons dénombré les enfants qui avaient dû, par les soins de la Sécurité sociale, effectuer de tels séjours. Or, il s'agit là de dépenses parfaitement inutiles tant que l'on maintient l'existence du taudis. L'enfant revient qu'il y aille, mais un nouveau séjour de six mois dans le logement insalubre annihile complètement les bénéfices des soins, du grand air, du confort.

Là encore, comme pour l'alcoolisme, l'on s'attaque, aux effets, en refusant de combattre les causes. Il faut, certes, multiplier les cures de désinfection du taudis, mais elles sont complètement inefficaces que le jour où le taudis aura disparu. Et nous arrivons à ce paradoxe, que l'Etat dépense au moins cinq fois plus pour enrayer les effets du taudis que pour supprimer le taudis, c'est-à-dire pour construire des logements sains, confortables, accessibles aux familles ouvrières.

Nous avons tenté, dans ce précis jusqu'au bout des répercussions financières du taudis.

Il faut aussi définir les répercussions physiques du taudis sur la santé des ouvriers. Là encore, nous Louis HOUEVILLE (Suite p. 4)



DANS LES MINES

NOUS avons vu comment les mineurs furent traités pendant la période dite de nationalisation, aussitôt après la guerre. Alors que les ouvriers de la mine croyaient pouvoir respirer un air plus pur, ils se virent assés par le pouvoir en 1945-46 firent appel à leur « sens patriotique » et, malgré leur déficience physique, exigèrent d'eux un effort supplémentaire qui allait être à l'origine de beaucoup des maux qui ravagent notre corporation (1).

Car augmenter la production, cela voulait dire augmenter le rendement individuel, et, pour qui connaît la texture des gisements français, excepté ceux de Lorraine, cette exigence impliquait un changement radical des méthodes d'exploitation en vigueur dans les puits de mine. Jusqu'alors, cette exploitation, en raison des gisements tourmentés et de faible ouverture, se faisait par courtes « tailles » et par remblais faits au moyen d'appareils de terre venant d'autres chantiers, et même de l'extérieur. Cette méthode, si elle avait le désavantage, aux yeux des techniciens (pas tous) de contrarier l'exécution rapide des avancées dans le creusement des galeries, avait, au contraire, cet avantage pour les mineurs de les assurer mieux contre les accidents et, surtout, de diminuer les risques d'intoxication par les poussières, amenuisant ainsi les effets de la silicoïse.

Il faut souligner que, pendant toute cette période, les militants du P.C.F. détenaient la plupart des leviers de commande : conseils d'administration des houillères, syndicats, coopératives, etc., et manifestèrent un esprit de surindependence qui, après l'enthousiasme provoqué par la libération, les isolait peu à peu des masses ouvrières. Un sectarisme outrancier régna dans tous les organismes dirigés : la masse était traitée avec le plus grand mépris; on ne voyait qu'une chose : exécuter les directives venant du centre, les ministères, et il y en avait, étaient traités comme des chiens féroces, cloués au pilori et étiquetés mis à la « poubelle ». C'est-à-dire que l'atmosphère d'effroi qui régnait alors était propice à l'exécution d'un plan savamment conçu, qui consistait à distordre les rangs de la classe ouvrière, à provoquer la scission.

De fait, l'abandon de la création des Comités d'entreprise et la délégalisation le mécontentement légitime d'une certaine minorité dans les centres silencieux, qui se cristallisa le mécontentement légitime (Je parle des ouvriers), le jouet de Monsieur Irving Brown, grand défenseur des solutions syndicales et chargé de mission par l'impérialisme américain aux fins d'assurer les intérêts stratégiques de notre pays. Pendant tout ce temps, les techniciens, en froids calculateurs, en matras de chimistes ordonnés, concentrèrent tous leurs efforts sur l'établissement des plans qui allaient être exécutés. Les dirigeants de la corporation dans tous les domaines : social, humain, économique, etc., Mais la situation

"Du " produire d'abord " A LA scission syndicale

Ceci dit, il faut bien comprendre que nous ne sommes pas, d'une façon systématique, contre l'introduction et l'application des moyens mécaniques pour l'exécution du travail au fond de la mine, nous sommes seulement contre sa généralisation qui ne tient aucun compte des particularités locales qui imposent, dans beaucoup de cas, la continuation des travaux par les anciennes méthodes. Bref, placés devant cette situation, nous aguerres et « leurs chefs de cabinet », se voyant coincés par l'urgence de problèmes techniques, après avoir fait appel aux mineurs pour leur demander ce fameux effort personnel, firent cette fois appel aux « techniciens » dont la plupart avaient eu une « conduite exemplaire » durant l'occupation et qui, après une éclipse prudente, voyaient leur cote de nouveau hausser. Les effets du triomphe de la technique et des techniciens furent immédiats : ce fut le branle-bas général. M. le Président du Conseil d'Administration des Houillères, Duguet, se dupliquant dans les différents bassins et groupes d'exploitation, et faisant, devant des auditoires réunissant ingénieurs, employés, ouvriers, des conférences dont le thème général était « économie et rendement » on préparait le terrain et on creusait la psychose en vue de balayer les obstacles, s'il s'en présentait, car on savait, en haut lieu, que le mauvais coup qui se préparait rencontrerait l'hostilité de la grande majorité des mineurs, qui mettaient beaucoup de mauvaise volonté, et pour cause, à répondre aux appels habituels des « défenseurs de la nation ».

C'était l'époque où Monsieur Rammard, en compagnie de Messieurs Lacoste et Jules Moch, se débarrassait comme de vieilles défroques, désormais inutilisables, des ministères communistes et amorçait dans un plan de redressement économique qui ne pouvait entrer en vigueur sans un asservissement complet de la classe ouvrière. C'était aussi le moment choisi par les émissaires des « syndicats libres » pour provoquer la scission du mouvement syndical. C'était enfin le moment choisi par ceux qui dirigeaient le syndicat des mineurs et qui ne tenaient aucun compte des changements survenus dans les rapports de force et de

Charles LEMOINE.

Lettre à tous les militants

(SUITE DE LA PAGE 3)

contrôlé par la base du mouvement ouvrier. Les dirigeants politiques de la Banque ont pu oublier le mouvement mais n'ont pu en oublier le contenu. Les dirigeants politiques de la Banque ont pu oublier le mouvement mais n'ont pu en oublier le contenu. Les dirigeants politiques de la Banque ont pu oublier le mouvement mais n'ont pu en oublier le contenu.

bonheur, renforce le sentiment qu'il est impossible de compter sur Epinard, Huchereau, Guy Mollet ou J. Durieux pour se battre contre l'oppression patronale. Ceci même les couches les plus laïques des travailleurs à envisager un mouvement de masse. Les mouvements du type 1953, James, de fond qui passent par-dessus les approches complémentaires de la bourgeoisie et des dirigeants ouvriers.

Le problème n'est plus de savoir si cela « mouvement du type 1953 » (grève ou autre), mais si ce que nous faisons est une question qui sur une autre, la classe ouvrière se

Rejoignez le P.C.I.

PROLETARIAT INTERNATIONAL

Une conjonction significative.

LES idéologues bourgeois et social-démocrates continuent à penser que la révolution russe n'est que le machinisme de nos fils, hier encore baptisés « agents du Kaiser ». Quant aux stalinistes, ils écrivent l'histoire de la révolution en images d'Épinal; selon eux, la révolution fut conçue, réalisée, dirigée pas à pas, par un état-major infatigable et omniscient, groupant autour du cerveau paléolithique d'un Léonine héritier, aussi monté que dans le manuscrit de Kremen, des étalles autour que possible anonymes, qui se sont revêtues plus tard au cours des sanglants procès de Moscou « n'être qu'un pantin », d'agents de l'ennemi ». Le vivant, technique Parti bolchevik, a été transformé en construction mythique, servant de support au seul Staline qui, suivant sa pipe, la main dans sa vareuse, a tout prévu, tout conçu, tout dirigé, tout fait. (Aujourd'hui, les successeurs du « généralissime » ont hérité de son image, mais, contrairement à Léonine — mais cela ne change rien à leur conception du mécanisme de la révolution).

Cet accord formel, malgré des divergences, comme toute social-démocratie, entre « théoriciens » bourgeois, sociaux-démocrates et stalinistes, pour refuser, les uns comme les autres, tout rôle autonome aux masses dans la grande révolution, pour nier ce fait fondamental, qui constitue à proprement parler la révolution, de l'irruption créatrice de milliers et de millions d'hommes sur la scène de l'histoire, recrus-truisant dans l'action, et leur conscience et la société tout entière autour de nouvelles données, cette conjonction est hautement significative. Conséquence ou non, leur attitude n'est que l'expression de leur peur panique devant les masses, de leur réaction de rien négier pour en garder le contrôle, dans le coran des monstres appareils bureaucratiques qu'ils dirigent.

A bien considérer toute l'œuvre de Marx et d'Engels, de Léline et de Trotsky, on s'aperçoit qu'elle n'est pas autre chose que la systématisation de l'initiative révolutionnaire des masses prolétariennes qui, poussées par les conditions historiques concrètes, se hissent d'elles-mêmes, dans l'action, au niveau des besoins généraux de l'humanité.

Dans son « Histoire de la Révolution Russe », Léon Trotsky a réussi à brasser le tableau le plus vivant de l'excitation des masses, plus haut niveau de conscience au cours de la révolution, tout en y intégrant, à leur place généralement subordonnée, mais qui, dans certaines situations, devient déterminante, les Paris et leur rôle.

Comment débute une révolution.

Le 23 février, c'était la Journée internationale des femmes : un projet, dans les cercles de la social-démocratie (1), de donner à ce jour sa signification par les

moyens d'usage courant : réunions, discours, tracts. La veille encore, il ne serait venu à la pensée de personne que cette « Journée des Femmes » soit inaugurée la révolution. Pas une organisation ne présente la grève pour ce jour-là. Mais le 23 février, dans le cadre de cette révolution, les ouvriers de textile, ceux du travail dans plusieurs fabriques, et envoyèrent des délégués aux métallurgistes pour leur demander de soutenir leur grève. C'est à contre-cœur, écrit Kéroulour, « un organe bolchevik », que les bolcheviks marchèrent à la tête des délégués mencheviks et socialistes-révolutionnaires. Mais, du moment qu'il s'agissait d'une grève de masse, il fallait engager tout le monde dans la rue et prendre la tête du mouvement.

Dans ces quelques lignes, il y a non seulement une des leçons les plus importantes de l'histoire de toutes les révolutions, mais également un fait qui vaut véritablement militant ouvrier à expérimenter dans le déroulement de toute grève de masse, répondant à une préface capricieuse des travailleurs. A la veille d'un événement les militants ouvriers observent un saut inattendu de la température dans la classe ouvrière. Les « appareils » en tirent la conclusion que ce n'est pas le moment d'engager le combat, et justifient leur politique de frange et de collaboration de

"L'HISTOIRE DE LA REVOLUTION RUSSE" de Léon Trotsky

est en vente à la S.P.E.L., 5, r. de Charronne. Tome I (février) : 750 francs. Tome II (octobre) : 1.050 francs. Envoi franco de port. Paiement au C.C.P. S.P.E.L., Paris 6032-01

De ce qui est comparable.

Il faut évidemment se méfier des parallèles historiques. La situation n'est pas la même aujourd'hui, en France, qu'en février 1917, en Russie, il y a 40 ans (même époque), fait mineur du gouvernement provisoire, ne déclare que le mouvement. Le mot d'ordre « Du pain » est écrit et couvert par d'autres formules : « A bas l'exploitateur », et « A bas la guerre ». Durant toute la journée les foules, la police, contentes et retoulées par la cavalerie et par certains détachements d'infanterie. On crie : « A bas la police ».

(1) Ce nom désignait à l'époque toutes les organisations marxistes.

